



International  
Trade  
Centre



# Mise en œuvre de l'Accord de Facilitation des Echanges en Afrique

4th AAEC SWC & Exhibition, Brazzaville, 5-7 octobre 2015



# 90 pays doivent encore ratifier l'AFE pour que l'Accord entre en vigueur




La Convention de Vienne	La processus spécifique à l' AFE	Statut
Adoption du texte	La décision ministérielle de Bali a conduit à un consensus ( accord )	✓ Déc. 2013
Authentification du texte	Toilettage Juridique Adoption d'un protocole d'amendement	✓ Juillet 2014 ✓ Nov. 2014
L'expression du consentement	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ratification interne et communication d'admission, entrée en vigueur après une admission par les 2/3 des membres (i.e. 161)</li> </ul>	⌚

# 16 pays Africains ont notifiés leurs mesures de catégorie A, 3 seulement ont ratifié l'AFE

~35% des pays Africains membres de l'OMC ont notifié leur catégorie A

	Botswana		Morocco
	Burundi		Nigeria
	Congo		Rwanda
	Cote d'Ivoire		Senegal
	Egypt		Seychelles
	Gabon		Tunisia
	Kenya		Uganda
	Mauritius		Tanzania

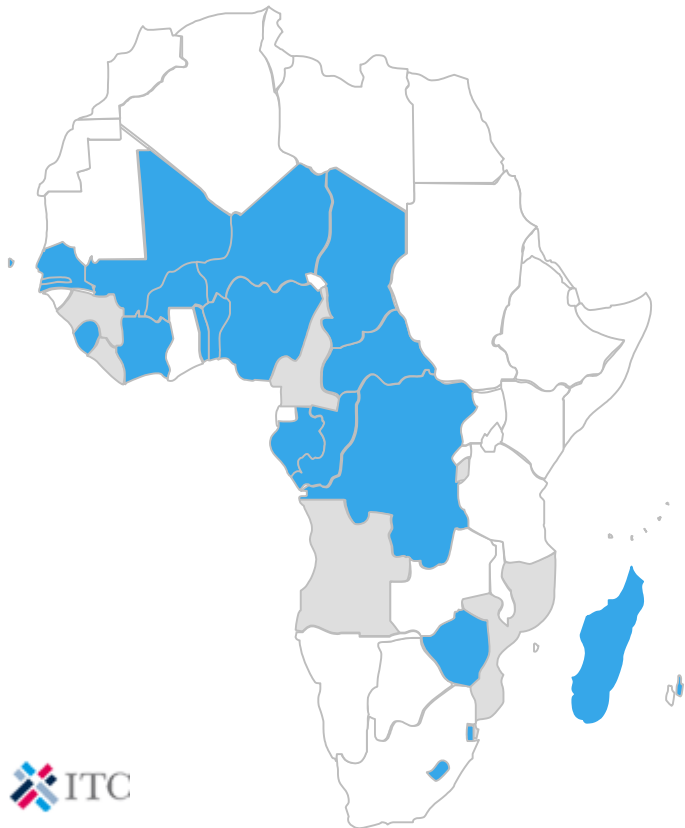
~5% seulement ont ratifié le protocole d'amendement

	Botswana
	Mauritius
	Niger

# Le CCI a accompagné 21 pays dans leur processus de catégorisation

## Cartographie des interventions du CCI

---



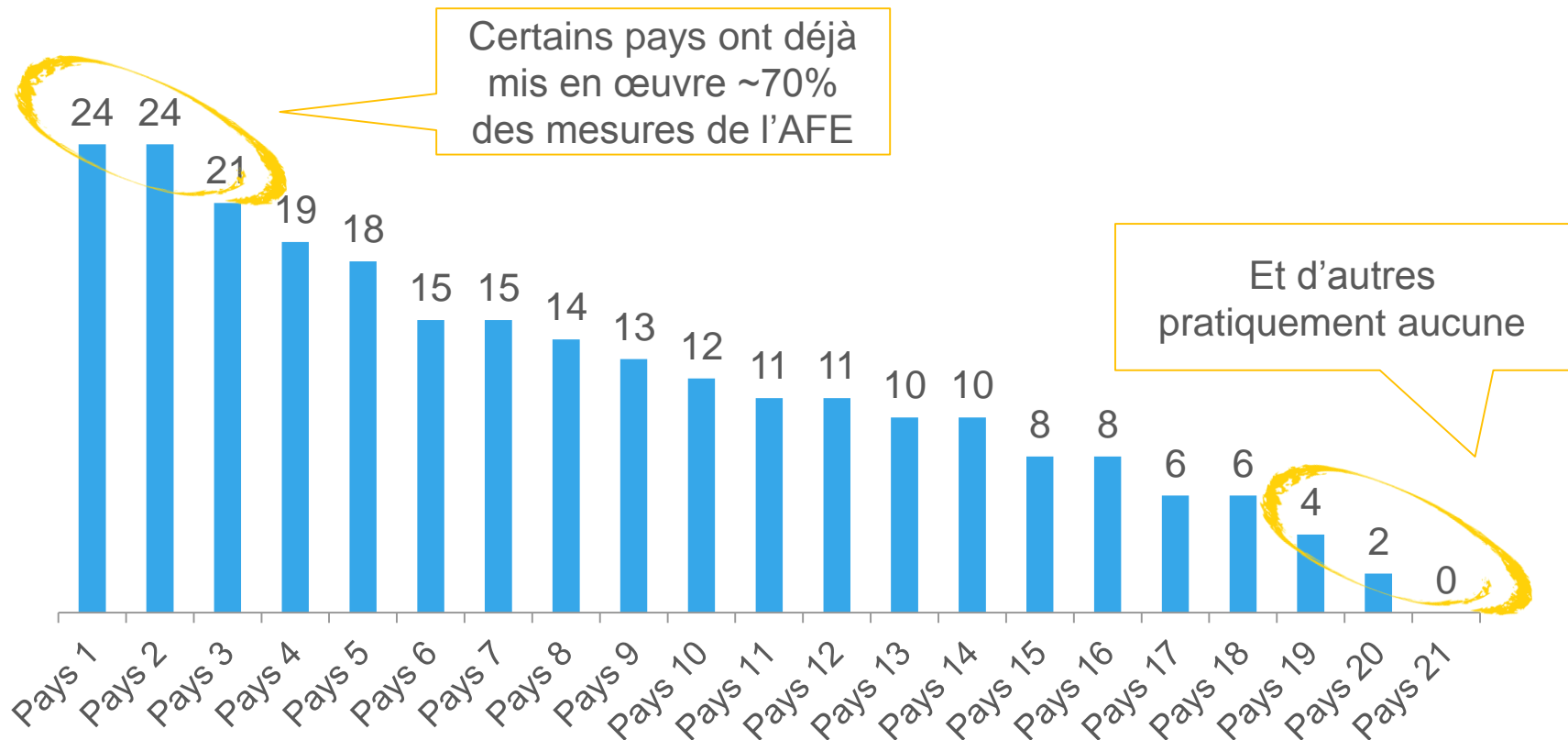
## Liste des pays accompagnés

---

<u>Benin</u>	<u>Mali</u>
<u>Burkina Faso</u>	<u>Mauritius</u>
<u>Cabo Verde</u>	<u>Niger</u>
<u>RCA</u>	<u>Nigeria</u>
<u>Chad</u>	<u>Senegal</u>
<u>Congo</u>	<u>Sierra Leone</u>
<u>Cote d'Ivoire</u>	<u>Swaziland</u>
<u>RDC</u>	<u>Togo</u>
<u>Gabon</u>	<u>Madagascar</u>
<u>Gambia</u>	<u>Mozambique</u>
<u>Lesotho</u>	

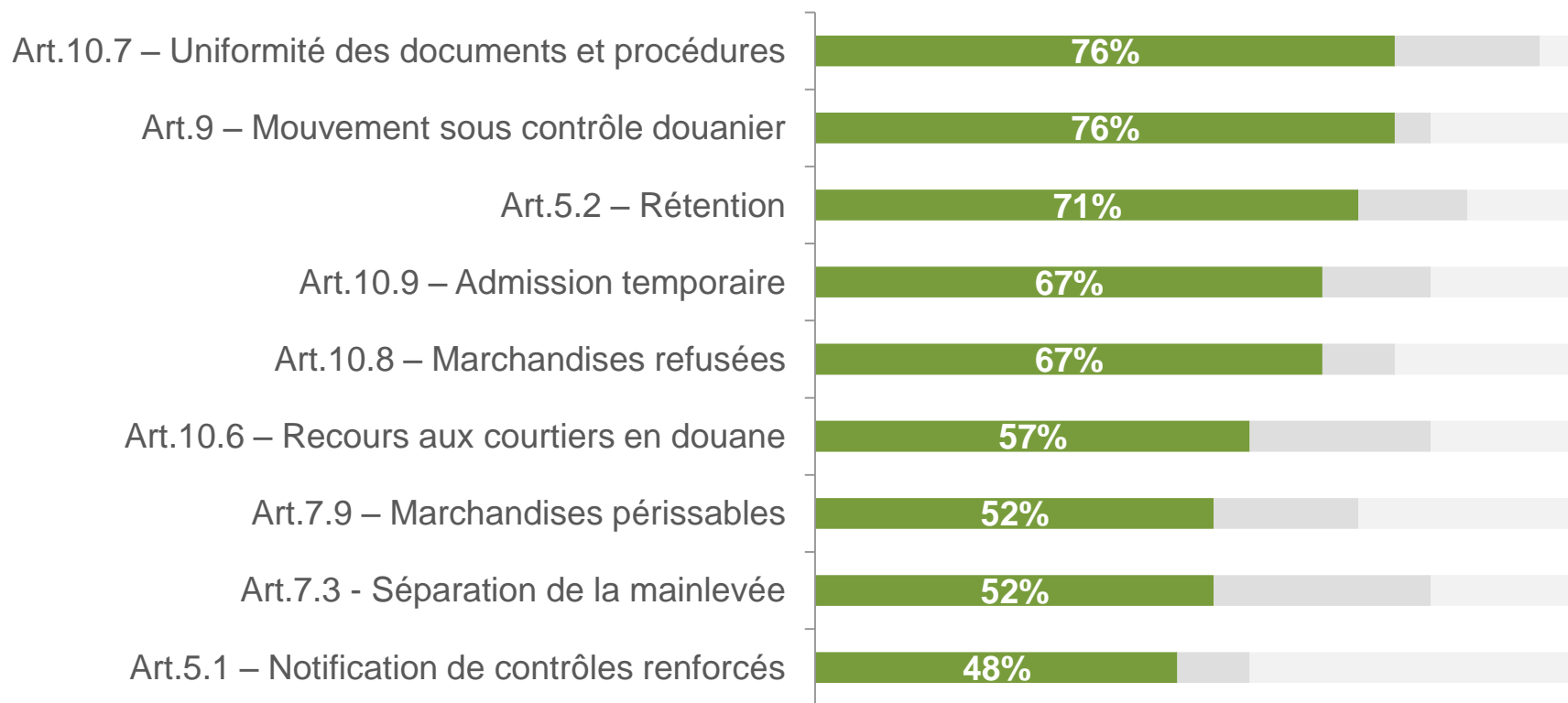
# Les niveaux de mise en œuvre de l'AFE varient très fortement sur le continent

Nombres de mesures de catégorie A pour chacun des pays assisté par le CCI



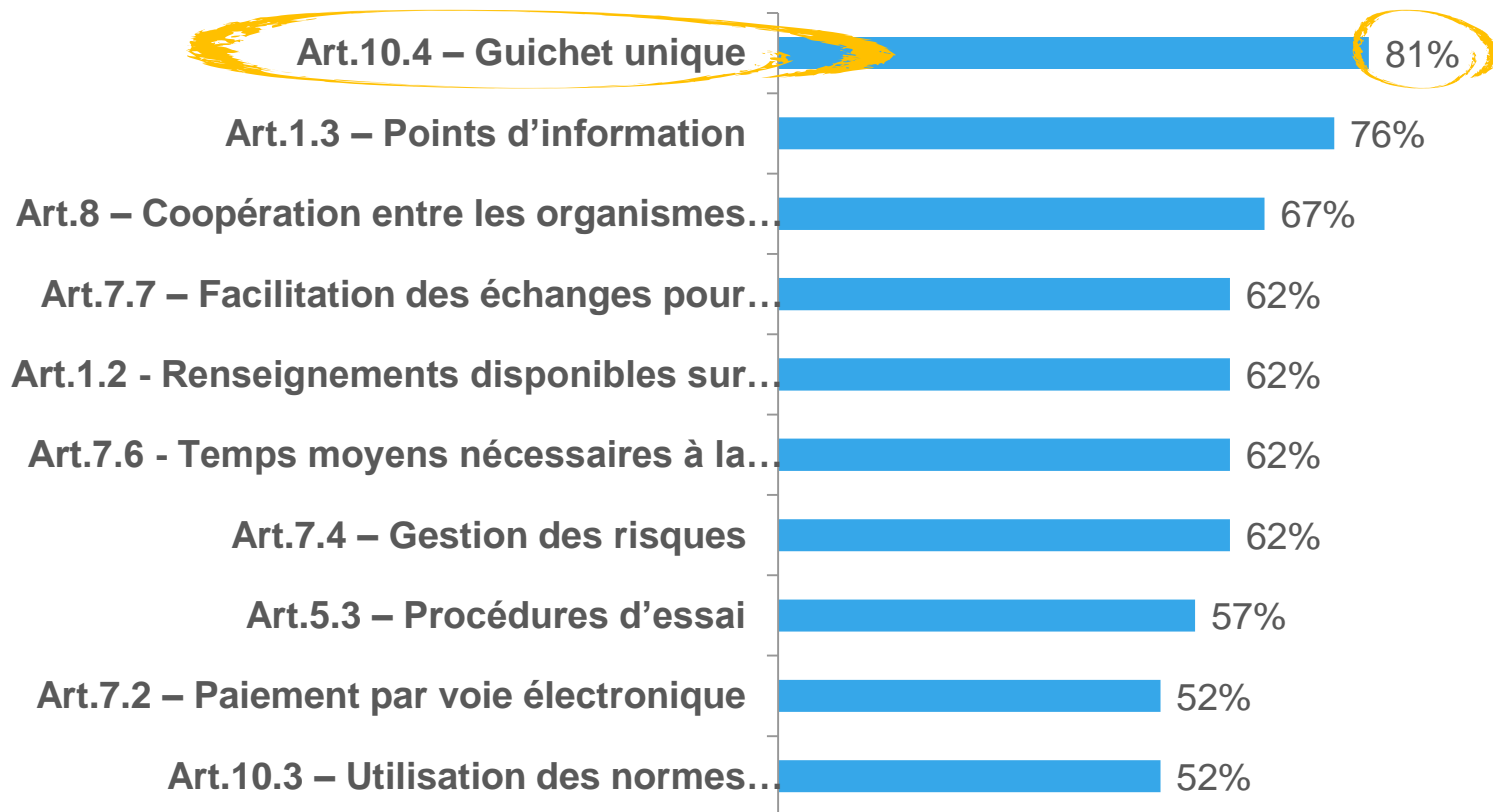
# ~10 mesures sont catégorisées en A dans plus de la moitié des pays accompagnés

## % de pays ayant notifié en catégorie A les mesures ci-dessous

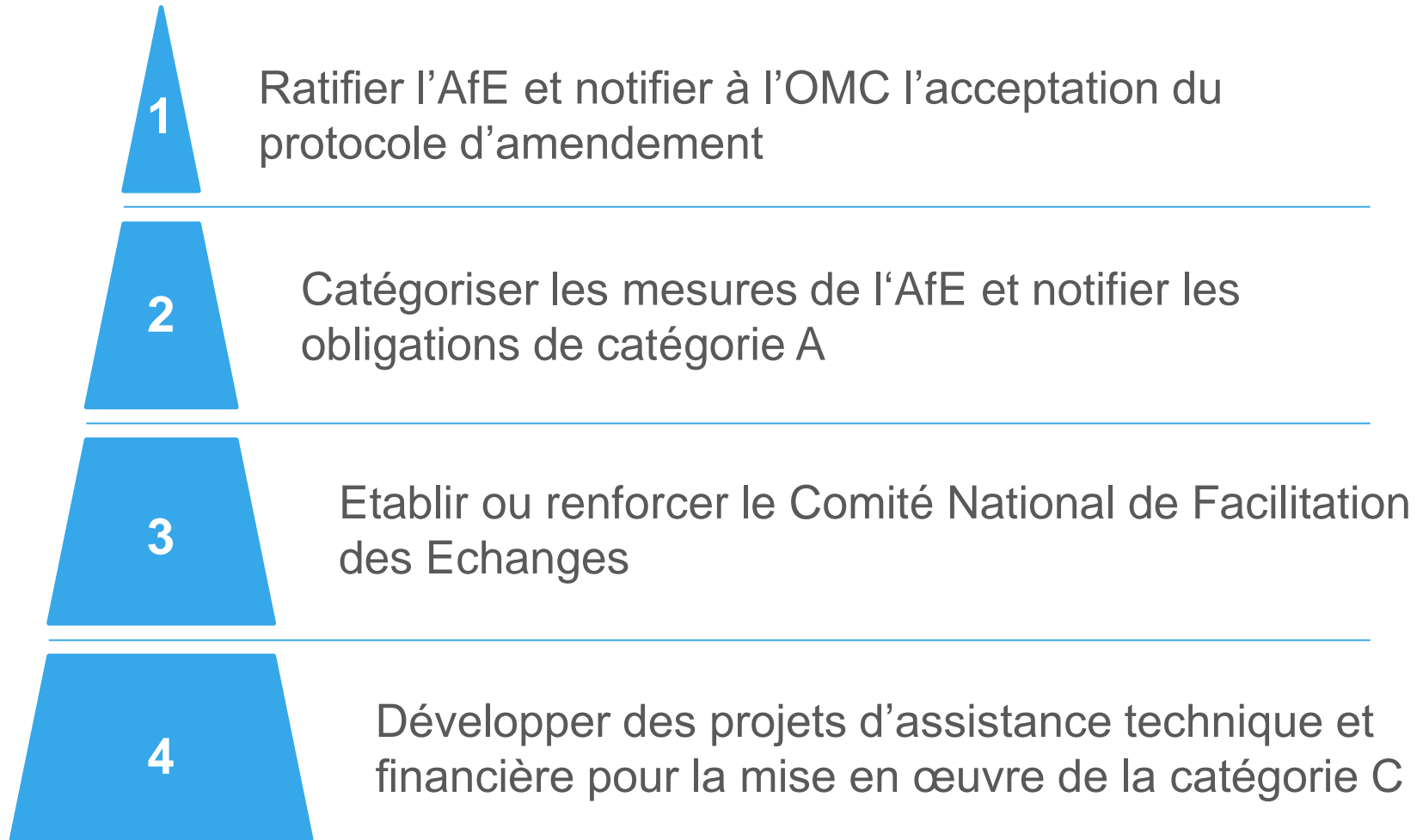


# Mesures les plus fréquemment catégorisés en C dans les pays accompagnés par le CCI

Mesures les plus fréquemment catégorisés en C dans les pays accompagnés par le CCI



# 4 priorités pour aller de l'avant





# Et plusieurs facteurs clés de succès pour la mise en œuvre de l'AFE

## Coordination inter-agences

Etablir des mécanismes de coordination efficace pour que toutes les agences aux collaborent efficacement

---

## Dialogue public-privé

Favoriser la coordination et la coopération entre les entreprises et les agences gouvernementales

---

## Intégration des PME

Les PME rencontrent proportionnellement plus de barrières au et leurs intérêts doivent spécifiquement être prise en compte

---

## Approche régionale

Identifier les opportunités pour une approche coordonnées de la mise en œuvre de l'AFE dans les CERs

# Renforcer la coordination aux frontières



**Une frontière est un réseau dont la performance dépend du maillon le plus faible**

## **Des systèmes aux frontières insuffisamment collaboratifs**

---

### **Les agences aux frontières travaillent trop souvent en silo**

- Peu de mécanismes institutionnels permettant la coordination

### **Les agences n'ont pas réalisés les mêmes efforts de modernisation**

- La douane est souvent en avance en matière de FdE

### **Le secteur privé est peu mobilisé dans les projets de réformes**

## **Plusieurs axes de coordination doivent être développés**

---

### **Entre les ministères et les agences**

- e.g. renforcer les ministères des finances / agriculture sur l'AFE

### **Entre les agences aux frontières**

- Afin de garantir un meilleur alignement des formalités

### **Entre les secteurs public et privé**

- Pour que les réformes renforcent la compétitivité des entreprises

# Mobiliser le secteur privé à chaque étape de l'élaboration des politiques publiques



## En tant que consultant

- Pour préciser les besoins des entreprises en terme de priorité et de modalités de mises en oeuvre

## En tant que prestataire

- Pour la réalisation de certaines réformes, notamment via des PPP (e,g, guichet unique)

## En tant que collaborateur

- Pour respecter et faciliter les exigences légitimes des agences aux frontières en matière de contrôle

## En tant qu'utilisateur

- Pour contribuer au monitoring des réformes en fournissant des feedbacks aux autorités

# Une approche régionale coordonnée permet de maximiser les bénéfices de l'AFE

## **Le pouvoir réglementaire est transféré au niveau régional**

- Législations nationales conditionnées par une intervention régionale préalable
- Exemples: Codes des douanes UEMOA ou CEDEAO

## **L'harmonisation des pratiques et des régulations est nécessaire**

- Des approches nationales isolées seraient contre-productive
- Exemple: Coordination des agences aux frontières

## **Des économies d'échelles peuvent être réalisées**

- Publication sur internet, entrepôts pour marchandises périssables

## **Seule une approche synchronisée / coordonnée au niveau régional permet de maximiser les bénéfices de l'AFE pour les entreprises**

- La performance de la *supply chain* = performance du maillon le plus faible

# 3 niveaux d'interventions régionales peuvent être considérés



## Mise en œuvre régionale

- OIER prend en charge la mise en œuvre de certaines mesures en lieu et place des Etats Membres (e.g. publication internet, PI)
- 

## Coordination régionale

- OIER soumet des recommandations sur les modalités de mise en œuvre et s'assure de leur exécution synchronisées
- 

## Harmonisation régionale

- OIER soumet des recommandations sur les modalités de mise en œuvre des mesures mais chaque Etat Membre décide individuellement du séquençement et du timing d'exécution

# La Facilitation des Echanges selon l'ITC

Améliorer la  
compétitivité des PME grâce à la mise  
en œuvre de l' Accord sur la Facilitation des échanges

Programmation  
des  
engagements  
vis-à-vis de  
l'AFE

Renforcer la  
coordination  
inter-agences et  
la participation  
des PME au  
DPP

Améliorer la  
transparence et  
l'accessibilité de  
l'information  
commerciale

Renforcer  
l'efficacité des  
procédures aux  
frontières

Renforcer la  
capacités des  
PME à passer  
les frontières



Encourager le dialogue public-privé dans la formulation des politiques publiques



Collaborer avec les principaux acteurs, publics et privés, de la FDE



Promouvoir et approfondir les processus d'intégration régionaux



Favoriser une approche holistique de renforcement de la compétitivité pays

**Merci pour votre attention**